



# Assemblée générale

Distr. limitée  
18 octobre 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

### Deuxième Commission

Point 19 de l'ordre du jour

**Suivi de l'application du Nouveau Programme  
pour les villes et renforcement du Programme  
des Nations Unies pour les établissements humains  
(ONU-Habitat)**

#### Ouganda\* : projet de résolution

**Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies  
sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies  
sur le logement et le développement urbain durable et renforcement  
du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-  
Habitat)**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions pertinentes sur l'application des décisions prises par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) et sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), y compris ses résolutions [32/162](#) du 19 décembre 1977, [56/206](#) du 21 décembre 2001, [65/165](#) du 20 décembre 2010, [66/207](#) du 22 décembre 2011, [67/216](#) du 21 décembre 2012, [68/239](#) du 27 décembre 2013, [69/226](#) du 19 décembre 2014, [70/210](#) du 22 décembre 2015, [71/235](#) du 21 décembre 2016, [72/226](#) du 20 décembre 2017, [73/239](#) du 20 décembre 2018, [75/224](#) du 21 décembre 2020 et [77/173](#) du 14 décembre 2022,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution [70/1](#) du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et

\* Au nom des États qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, compte tenu également des dispositions de la résolution [ES-10/23](#) de l'Assemblée générale datée du 10 mai 2024.



une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

*Réaffirmant également* les dispositions de sa résolution [69/313](#) du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

*Accueillant avec satisfaction* l'Accord de Paris<sup>1</sup> et encourageant toutes les Parties à l'Accord à l'appliquer dans son intégralité, et engageant les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>2</sup> qui ne l'ont pas encore fait à déposer dès que possible leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, selon qu'il conviendra,

*Rappelant* les dispositions de sa résolution [71/256](#) du 23 décembre 2016, intitulée « Nouveau Programme pour les villes », dans laquelle elle a approuvé le Nouveau Programme pour les villes adopté par la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), tenue à Quito du 17 au 20 octobre 2016, qui figure en annexe de ladite résolution,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution [71/243](#) du 21 décembre 2016 sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et les orientations et principes généraux qui y sont énoncés, ainsi que les dispositions de sa résolution [72/279](#) du 31 mai 2018 sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies,

*Réaffirmant également* la volonté de promouvoir un développement urbain et rural centré sur l'humain, qui protège la planète et prend en compte les questions d'âge et d'égalité des genres, de réaliser tous les droits de la personne et toutes les libertés fondamentales, de manière à favoriser l'harmonie dans la société, à éliminer toutes les formes de discrimination et de violence et à habiliter tous les individus et toutes les communautés en favorisant leur participation pleine et effective, ainsi que de promouvoir la culture et le respect de la diversité et de l'égalité, éléments clefs de l'humanisation de nos villes et de nos établissements humains,

*Saluant* la décision de l'Assemblée d'ONU-Habitat dans laquelle celle-ci a prié le Conseil exécutif, à titre exceptionnel, de poursuivre l'élaboration d'une politique d'association des parties prenantes et de lui transmettre le projet de politique, qu'elle examinerait en vue de l'adopter éventuellement à la reprise de sa deuxième session ordinaire,

*Réitérant* l'engagement de ne laisser personne de côté, réaffirmant qu'elle considère que la dignité de la personne humaine est fondamentale et souhaite que les objectifs et cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 se

<sup>1</sup> Adopté en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; voir [FCCC/CP/2015/10/Add.1](#), décision 1/CP.21.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

concrétisent au profit de toutes les nations, tous les peuples et toutes les composantes de la société, et s'engageant de nouveau à s'efforcer d'aider les plus défavorisés en premier,

*Notant* que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)<sup>3</sup> peut contribuer à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes,

*Réaffirmant* le rôle et les compétences d'ONU-Habitat, étant donné la fonction qu'il occupe dans le système des Nations Unies en tant que coordonnateur des questions relatives à l'urbanisation et aux établissements humains durables, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Nouveau Programme pour les villes, en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies,

*Reconnaissant* le rôle de premier plan que joue l'Assemblée d'ONU-Habitat dans la formulation de politiques urbaines mondiales, notamment pour ce qui est d'accélérer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et d'atteindre les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 11, en faisant en sorte que les villes et autres établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables,

*Rappelant* la décision du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination d'approuver la stratégie à l'échelle du système sur le développement urbain durable<sup>4</sup>, en tant que stratégie applicable à l'ensemble du système des Nations Unies pour ce qui est d'exploiter les possibilités et d'atténuer les problèmes liés à l'urbanisation rapide grâce aux processus interinstitutions mondiaux existants, aux plateformes de collaboration régionales et au système des coordonnateurs résidents, afin d'aider les pays à appliquer le Nouveau Programme pour les villes,

*Saluant* les efforts déployés par l'Assemblée d'ONU-Habitat et le Conseil exécutif d'ONU-Habitat en vue de trouver des moyens de faire concorder le cycle de planification stratégique d'ONU-Habitat avec le cycle de l'examen quadriennal complet,

*Réaffirmant* l'importance de la responsabilité, de la transparence, de l'amélioration de la gestion axée sur les résultats et de l'harmonisation accrue des rapports sur les résultats en vue d'accroître le volume et la qualité du financement des activités opérationnelles, tout en convenant qu'il faut veiller à ce que le financement des activités opérationnelles et normatives d'ONU-Habitat, notamment ses ressources de base, soit adapté, tant en volume qu'en qualité, et que ce financement doit devenir plus prévisible, efficace et efficient,

*Réaffirmant* que les travaux d'ONU-Habitat devraient, dans l'esprit du Nouveau Programme pour les villes et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, rester axés sur le développement durable, l'objectif premier étant l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, conformément au caractère intégré du Programme 2030,

*Consciente* qu'une gouvernance à plusieurs niveaux efficace est un élément essentiel qui favorise l'adaptation à l'échelle locale des objectifs de développement durable et le renforcement de l'intégration institutionnelle, de la cohérence des politiques et de la participation des parties prenantes à tous les niveaux et dans tous les secteurs,

<sup>3</sup> Résolution 69/283, annexe II.

<sup>4</sup> CEB/2019/1/Add.5.

*Réaffirmant* que l'application du Nouveau Programme pour les villes contribue à la réalisation et à l'adaptation à l'échelle locale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de manière intégrée et coordonnée aux niveaux mondial, régional, national, infranational et local, avec la participation de tous les acteurs concernés,

*Notant* le rôle des administrations nationales, infranationales et locales, selon le cas, et d'autres parties prenantes dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, tout au long du processus, y compris dans l'élaboration des politiques, les réformes réglementaires, la cohérence des politiques, la planification urbaine et régionale, la conception, l'exécution, l'opérationnalisation, l'entretien et le suivi, ainsi que dans le financement et la fourniture des services en temps opportun,

*Sachant* qu'une mise en œuvre effective du Nouveau Programme pour les villes exigera la mise en place de cadres d'action habilitants aux niveaux mondial, régional, national, infranational et local, selon le cas, ainsi que de moyens d'exécution efficaces, y compris en matière de financement, de renforcement des capacités, de mise au point et de transfert de technologies selon des modalités librement consenties et mutuellement convenues et dans le cadre de partenariats réciproquement bénéfiques,

*Réaffirmant* qu'il importe de financer une urbanisation durable et résiliente et des infrastructures de qualité qui soient fiables, durables et résilientes, et d'optimiser les effets des investissements publics et privés en vue d'améliorer les conditions financières du développement urbain, en tenant compte des moyens différents dont disposent les pouvoirs publics à tous les niveaux,

*Réaffirmant également* le rôle que joue le Forum urbain mondial en tant que plateforme de sensibilisation réunissant tous les acteurs qui œuvrent dans le domaine des établissements humains et de l'urbanisation durable et n'ayant pas de vocation législative, remerciant le Gouvernement égyptien et la ville du Caire d'avoir accueilli la douzième session du Forum du 4 au 8 novembre 2024, consacrée au thème « Tout commence chez soi : actions locales pour des villes et des communautés durables », et félicitant le Gouvernement azerbaïdjanais et la ville de Bakou d'avoir été choisis pour accueillir la treizième session du Forum urbain mondial en 2026,

*Notant avec une vive préoccupation* que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) fait peser une menace sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirmant son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de réduire le risque de chocs futurs, et considérant que la pandémie appelle une action mondiale fondée sur l'unité, la solidarité et le renouvellement de la coopération multilatérale,

*Soulignant* qu'il importe de poursuivre le Nouveau Programme pour les villes afin d'améliorer l'efficacité de la planification préalable et des interventions en cas de situation d'urgence dans les zones urbaines, et notant qu'il importe de tenir compte, selon qu'il convient, des besoins et de la vulnérabilité qui sont propres aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil en milieu urbain,

*Sachant* que la communauté internationale fait face à des défis de plus en plus grands posés par les répercussions des changements climatiques, des catastrophes naturelles et de la dégradation de l'environnement, qui exacerbent les vulnérabilités et les inégalités pour les personnes sans abri, en particulier dans les pays en

développement et les petits États insulaires en développement, et soulignant qu'il faut prendre les devants et prévoir et réduire les risques de catastrophe, notamment grâce à la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), et faire en sorte que le droit à un niveau de vie suffisant soit défendu et respecté,

*Réaffirmant* son engagement à garantir l'accès de tout le monde à un logement adéquat, sûr et abordable et à aider les pays en développement à planifier et à mettre en œuvre des villes justes, sûres, saines, accessibles, résilientes et durables,

*Ayant conscience* de l'impact profond et dynamique que la transition numérique et les villes intelligentes, pour autant qu'elles soient bien gérées, ont sur les établissements humains et les vies humaines, notamment en offrant de nouveaux moyens de soutenir le développement urbain durable et en améliorant l'accès aux services de base,

*Prenant note avec satisfaction* des efforts que continue de déployer le Groupe des Amis d'ONU-Habitat, de l'urbanisation durable et du Nouveau Programme pour les villes pour resserrer l'interface entre le Secrétariat et elle-même afin de renforcer ONU-Habitat, de mettre en lumière la contribution de l'urbanisation au développement durable et d'accélérer la territorialisation des objectifs de développement durable et la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes,

*Se félicitant* de la tenue, en marge de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la réunion ministérielle sur l'urbanisation et les changements climatiques, et prenant note du rapport qui en est issu<sup>5</sup>,

*Saluant* le travail mené par le Groupe consultatif pour les autorités locales et régionales,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur le suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)<sup>6</sup>,

### **Gouvernance du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)**

1. *Se félicite* de la tenue de la première partie de la deuxième session de l'Assemblée du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, du 5 au 9 juin 2023 à Nairobi, et accueille avec satisfaction le rapport de la session<sup>7</sup> et les résolutions et décisions y figurant, et demande que celles-ci soient appliquées dans leur totalité et de façon équilibrée ;

2. *Accueille avec satisfaction* la déclaration ministérielle intitulée « Un avenir urbain durable grâce à un multilatéralisme inclusif et efficace : atteindre les objectifs de développement durable en temps de crises mondiales », adoptée par l'Assemblée d'ONU-Habitat à la première partie de sa deuxième session, dans laquelle est privilégiée une approche de l'urbanisation à plusieurs niveaux faisant intervenir de multiples parties prenantes et secteurs, en accordant une attention particulière aux systèmes de données et aux connaissances pour l'élaboration de politiques fondées sur des faits et le suivi des résultats, l'innovation, le plaidoyer et la communication, l'établissement de partenariats, le renforcement des capacités et la transformation numérique afin d'accélérer les progrès ;

<sup>5</sup> [FCCC/CP/2022/10/Add.1](#).

<sup>6</sup> A/79/xxx.

<sup>7</sup> [A/79/8](#).

3. *Sait gré* au Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session et à la Présidente du Conseil économique et social d'avoir participé à la première partie de la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, conformément à l'esprit d'intégration et d'universalité du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

4. *Se félicite* des décisions 2/1 et 2/2 du 8 juin 2023, par lesquelles l'Assemblée d'ONU-Habitat a décidé de prolonger jusqu'en 2025 le plan stratégique pour la période 2020–2023 et d'ajourner sa deuxième session ordinaire et de la reprendre pour une durée de deux jours, les 29 et 30 mai 2025, afin d'aligner le cycle de planification du Programme des Nations Unies pour les établissements humains sur le processus d'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ;

5. *Prend acte* du rapport du Corps commun d'inspection concernant l'examen de la gestion et de l'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)<sup>8</sup>, et engage ONU-Habitat à tenir son Conseil d'administration régulièrement informé de l'application des recommandations qui y figurent ;

**Assurer un financement suffisant et améliorer l'information pour suivre les tendances en matière de financement**

6. *Engage* les États Membres à fournir volontairement des ressources financières supplémentaires pour financer les mécanismes de gouvernance intergouvernementale d'ONU-Habitat ;

7. *S'engage* à renforcer ONU-Habitat afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat en lui fournissant des ressources financières, en tenant compte des intérêts et des besoins particuliers des pays en développement et en réfléchissant à des options novatrices en matière de mobilisation des ressources, ainsi qu'en supervisant et en fournissant des orientations stratégiques pour les activités normatives et opérationnelles du Programme ;

8. *Invite* les États Membres, les donateurs internationaux et bilatéraux et les institutions financières à soutenir ONU-Habitat en augmentant le montant des contributions financières volontaires, notamment les contributions non préaffectées, qu'ils versent à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, y compris au fonds d'affectation spéciale pour les services urbains de base et aux autres fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, invite les gouvernements et les autres parties prenantes à assurer, à titre volontaire, un financement pluriannuel prévisible et à accroître le montant de leurs contributions non préaffectées pour appuyer l'exécution du mandat d'ONU-Habitat, et prie la Directrice exécutive d'ONU-Habitat de veiller à ce que les rapports sur le financement soient transparents et à ce que les États Membres puissent les consulter facilement, par exemple au moyen d'un registre en ligne où figureraient ces renseignements financiers ;

9. *Invite* tous les États Membres à veiller à ce que les contributions financières qu'ils versent expressément pour les activités opérationnelles d'ONU-Habitat soient entièrement conformes au plan stratégique d'ONU-Habitat et aux priorités des États Membres bénéficiant de ces contributions ;

10. *Réaffirme* qu'il faut faire en sorte qu'ONU-Habitat ait les moyens de produire, de gérer et de diffuser ses connaissances factuelles relatives à l'urbanisation, au vu de ses travaux normatifs et opérationnels, en s'appuyant sur les

<sup>8</sup> [JIU/REP/2022/1](#).

instruments internationaux, les évaluations et les réseaux d'information existants, en vue de sensibiliser le public à des questions cruciales ou émergentes dans ce domaine ;

11. *Réaffirme également* qu'il est important qu'ONU-Habitat ait son siège à Nairobi, et prie le Secrétaire général de continuer à renforcer la capacité d'ONU-Habitat à s'acquitter de son mandat ;

### **Mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes pour atteindre les objectifs de développement durable**

12. *Réaffirme* que, en proposant une nouvelle manière de planifier, de concevoir, de financer, de développer, d'administrer et de gérer les villes et les établissements humains, le Nouveau Programme pour les villes<sup>9</sup> aidera à éliminer la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions, à réduire les inégalités, à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable et à réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, afin de mettre pleinement à profit la contribution vitale des villes au développement durable, d'améliorer la santé et le bien-être des populations, de favoriser la résilience et de protéger l'environnement ;

13. *Réaffirme également* que les villes et les établissements humains peuvent jouer un rôle central dans le développement durable, et demande instamment à ONU-Habitat de continuer d'appuyer une participation accrue des administrations publiques à tous les niveaux et des organisations régionales à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment en fournissant une assistance technique visant à renforcer les capacités de tous les niveaux d'administration, en particulier dans les pays en développement, afin de planifier et de mettre en œuvre les programmes et projets d'urbanisation durable et d'établissements humains ;

14. *Réaffirme en outre* que, lorsqu'elles sont adaptées aux contextes nationaux et locaux, les politiques menées en faveur des jeunes permettent de relever les défis liés à l'épanouissement de la jeunesse, et préconise que les jeunes soient véritablement associés à l'élaboration des politiques d'urbanisme et à la prise de décisions en la matière ;

15. *Réaffirme* que les villes doivent être mieux à même d'intégrer la gestion des risques dans leurs politiques de prévention en matière d'urbanisation pour pouvoir améliorer la résilience urbaine ;

16. *Réitère* l'engagement, qui est au cœur même du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de ne laisser personne de côté et de s'attacher à prendre des mesures plus concrètes pour aider les personnes en situation de vulnérabilité et les pays les plus vulnérables, et en premier lieu les plus défavorisés ;

17. *Est consciente* qu'il importe de mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes aux niveaux local, infranational, national, régional et mondial en tenant compte de la diversité des réalités, des capacités et des niveaux de développement des États et en respectant la législation, les pratiques, les politiques et les priorités nationales ;

18. *Prend acte* des conclusions figurant dans le rapport de synthèse sur l'objectif de développement durable n° 11 et des recommandations qui y sont formulées quant à la nécessité de continuer d'offrir aux pays un soutien technique et

<sup>9</sup> Résolution [71/256](#), annexe.



financier afin de renforcer leurs capacités de production et de suivi des dimensions urbaines des objectifs de développement durable et des cibles fixés au titre du Nouveau Programme pour les villes, notamment l'application, dans les délais requis, du cadre mondial de suivi des zones urbaines et de la méthode de délimitation des villes et des zones urbaines et rurales à l'échelle mondiale ;

19. *Demande* à ONU-Habitat de continuer d'aider les pays à mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes selon une stratégie axée sur l'accès à un logement convenable, à la terre et aux services de base pour tous et la transformation des établissements informels et des taudis pour la période 2026-2029, conformément au plan stratégique d'ONU-Habitat pour la période 2026-2029 et à toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée d'ONU-Habitat à la première partie de sa deuxième session ;

20. *Se félicite* de l'adoption, par l'Assemblée d'ONU-Habitat, de la résolution 2/10 du 6 juillet 2023, intitulée « Financement équitable et suivi efficace de l'application des résolutions adoptées par l'Assemblée du Programme des Nations Unies pour les établissements humains » ;

21. *Salue* le lancement, par ONU-Habitat, du document intitulé « Plan d'action mondial : Accélérer la transformation des établissements informels et des bidonvilles d'ici à 2030 »<sup>10</sup>, et de ses 10 actions clés visant à accélérer la transformation des bidonvilles ;

22. *Encourage* ONU-Habitat à continuer d'aider les pays à mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes, en mettant l'accent sur les pratiques d'aménagement urbain reposant sur des données factuelles qui favorisent l'accès de tous à un logement adéquat et sûr, à un coût abordable, la prospérité urbaine inclusive, l'élimination de la pauvreté et son financement, l'efficacité de l'action climatique et la durabilité environnementale, la gouvernance à plusieurs niveaux et l'adaptation à l'échelle locale des objectifs de développement durable, ainsi que l'efficacité des interventions en cas de crises urbaines et du relèvement après celles-ci ;

23. *Encourage également* ONU-Habitat à continuer d'aider les pays à suivre la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et à en rendre compte, dans la lignée de la méthode suivie par la Commission de statistique pour la délimitation des villes et des zones urbaines et rurales à des fins de comparaison des statistiques internationales et régionales, de mettre au point une méthodologie commune pour l'agrégation de données statistiques urbaines infranationales, et de renforcer les moyens de vérification des nouveaux indicateurs de catégorie III des cibles de l'objectif de développement durable n° 11 concernant les villes et les communautés, en utilisant le cadre mondial de suivi des zones urbaines pour élaborer des méthodes, des approches et des lignes directrices novatrices pour la collecte de données, l'analyse, le suivi et la mise en œuvre et en tirant parti de la Plateforme du Programme pour les villes pour mettre en commun les informations sur les progrès accomplis et les mesures prises ainsi que les connaissances en matière d'urbanisation durable, et compte qu'ONU-Habitat contribuera au forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui sera organisé sous ses auspices et ceux du Conseil économique et social en 2023 ;

24. *Encourage en outre* ONU-Habitat à continuer de promouvoir et de mettre en œuvre le programme phare intitulé « Des villes intelligentes centrées sur les personnes », y compris conformément à la résolution 2/1 du 6 juillet 2023 adoptée par l'Assemblée d'ONU-Habitat et intitulée « Directives internationales pour des

<sup>10</sup> Disponible à l'adresse <https://unhabitat.org/fr/global-action-plan-accelerating-for-transforming-informal-settlements-and-slums-by-2030>.



« villes intelligentes centrées sur les personnes », afin de veiller à ce que les bénéfices de la transformation numérique soient largement partagés par tous les citoyens, en particulier ceux en situation de vulnérabilité, vivant dans des taudis et des établissements informels, notamment grâce à l'élaboration d'orientations normatives et à l'apport d'un appui technique aux autorités, aux villes et aux populations ;

25. *Prie* ONU-Habitat de fournir tout le soutien nécessaire à la tenue de toutes les réunions du groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le logement convenable pour tous, y compris la conduite de recherches et la préparation de documents d'information et d'analyses, comme demandé par le groupe de travail ou le Conseil exécutif ;

26. *Prie instamment* ONU-Habitat d'équilibrer ses activités normatives et opérationnelles et de faire en sorte que ses activités normatives guident ses activités opérationnelles et en fassent pleinement partie et que son expérience opérationnelle sur le terrain soit prise en compte dans les activités normatives ;

27. *Encourage* ONU-Habitat à accélérer la mise en œuvre de la stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement urbain durable afin de faciliter la coordination entre les entités des Nations Unies, notamment les commissions régionales, pour garantir un soutien efficace aux pays dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et des volets du Programme de développement durable à l'horizon 2030 liés aux villes et aux établissements humains ;

28. *Encourage également* ONU-Habitat à poursuivre sa collaboration avec les banques internationales de développement et le secteur privé, en vue d'assurer la cohérence de l'appui aux politiques, de veiller à ce que les investissements à grande échelle réalisés dans le secteur urbain soient conformes aux principes du Nouveau Programme pour les villes et de favoriser l'augmentation des investissements dans l'urbanisation durable, en s'appuyant notamment, mais pas exclusivement, sur le mécanisme multipartite au service du développement urbain durable, le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et les Fonds d'investissement pour le climat ;

29. *Demande* à ONU-Habitat de continuer à collaborer en partenariat étroit avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour promouvoir des programmes d'urbanisation conjoints ainsi que des initiatives stimulantes de territorialisation qui mobilisent les ressources et les compétences collectives des équipes de pays des Nations Unies, en améliorant la conception des bilans communs de pays et en contribuant à la mise en œuvre de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en fournissant des orientations normatives et un appui opérationnel contribuant au développement de villes ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables et au renforcement des systèmes de gouvernance nationaux, infranationaux et locaux de sorte que de telles villes puissent se matérialiser ;

30. *Se félicite* de la célébration du cinquantième anniversaire de la création d'ONU-Habitat, qui aura lieu à Nairobi avant la troisième session ordinaire de l'Assemblée d'ONU-Habitat, prie ONU-Habitat, en consultation avec les États Membres, de mettre la dernière main aux préparatifs et à l'organisation de cette célébration, encourage la participation au plus haut niveau possible, prie le Secrétaire général d'appuyer les préparatifs de la célébration et engage les États Membres et les autres donateurs qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires aux fins des préparatifs de la manifestation et de la participation des pays en développement ;

31. *Demande* au Président de l'Assemblée générale d'organiser une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen à mi-parcours du Nouveau Programme pour les villes, qui se tiendra au plus haut niveau possible après ou avant le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2026, afin d'évaluer les progrès accomplis dans l'intégration du Nouveau Programme pour les villes aux politiques, programmes et investissements à tous les niveaux, de recenser les bonnes pratiques, les lacunes et les défis et d'accélérer la cadence pour réaliser le Nouveau Programme pour les villes d'ici à 2036, en tenant compte du rapport quadriennal sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes que le Secrétaire général doit présenter en 2026, invite les États et les autorités locales et régionales à évaluer les progrès, les lacunes et les difficultés observés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes aux niveaux local, national, régional et mondial, à transmettre leurs conclusions, bonnes pratiques et recommandations à ONU-Habitat pour que celles-ci soient incluses dans le rapport sur l'examen à mi-parcours, qui tiendra également compte des bilans et des examens thématiques auxquels auront procédé les forums régionaux pour le développement durable, et à prendre en compte cette question dans les délibérations qu'elles tiendront en prélude à la réunion qui éclairera l'examen à mi-parcours, décide que la réunion de haut niveau comprendra une séance d'ouverture, une séance plénière, plusieurs tables rondes multipartites interactives et une séance de clôture et débouchera sur l'adoption d'une déclaration politique concise et pragmatique visant à renouveler les engagements et à accélérer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, qui aura été arrêtée à l'avance par consensus dans le cadre de négociations intergouvernementales animées par deux cofacilitateurs nommés par son président, l'un d'un pays développé, l'autre d'un pays en développement, et qui lui sera présentée pour adoption par son président, et prie son président, agissant en consultation avec ONU-Habitat, de mettre la dernière main aux préparatifs et à l'organisation de la réunion, tous coûts supplémentaires devant être financés au moyen de contributions volontaires ;

#### **Examen et mise en œuvre**

32. *Se félicite de* la création d'un fonds d'affectation spéciale destiné à aider les pays en développement à participer aux sessions de l'Assemblée d'ONU-Habitat et du Conseil exécutif d'ONU-Habitat, et invite les États Membres, les institutions financières internationales, les organismes donateurs, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les personnes physiques et morales à y verser des contributions financières volontaires ;

33. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa quatre-vingt-unième session, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution qui s'intitulera « Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » ;

34. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quatre-vingt-unième session, en vue de son examen, la question intitulée « Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ».